

10^c.

Journal du Lot

10^c.

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements

	3 mois	6 mois	1 an
LOT et Départements limitrophes	4 fr. 25	8 fr.	15 fr.
Autres départements	4 fr. 50	8 fr. 50	16 fr.

Les abonnements se paient d'avance
Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUESLANT, Directeur | L. BONNET, Rédacteur en chef

Les Annonces sont reçues au bureau du Journal.

Publicité

ANNONCES (la ligne ou son espace)	50 cent.
RÉCLAMES (— de —) 3 ^e page	1 fr.

Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le Journal du Lot pour tout le département.

LES ÉVÉNEMENTS

La « grande semaine » à la Conférence. On met la dernière main aux conditions à imposer aux Barbares. La première, la seule efficace concerne la frontière : Pas de soldats boches sur la rive gauche du Rhin. — Des tendances séparatistes intéressantes. — On va juger Cottin. S'en tiendra-t-on là, ou poursuivra-t-on les vrais coupables ? — La situation intérieure de l'Allemagne.

Si nous en croyons la presse parisienne, la Conférence entre dans la « grande semaine », celle où seront arrêtés les conditions qui constitueront les Préliminaires de la Paix. On en serait aux délibérations décisives. Il faut espérer que les plénipotentiaires auront considéré, avant d'arrêter les conditions à imposer à nos ennemis, que la France et la Belgique ont droit à des garanties spéciales de sécurité.

C'est un avis très net qui a été formulé par la presse anglaise et américaine.

Le *Daily Mail* écrivait récemment : « Il est une épreuve aux conditions de l'armistice : satisfait-elles la France et la Belgique qui l'une et l'autre ont souffert si cruellement dans le passé du fait des Huns ?... »

« Il faut avoir égard à la France dans la fixation des conditions militaires. Elles doivent être de nature à lui assurer la sécurité pour son existence et son industrie »

De son côté le *Times*, très catégorique, a déclaré que la France a droit à des garanties particulières. C'est la conséquence de sa situation géographique. Il est très bien d'affirmer qu'Anglais et Américains accourraient à notre secours en cas d'une nouvelle agression, encore ne faudrait-il pas que la violence de l'attaque pût assurer le résultat avant l'arrivée de nos alliés !...

« Lorsque nous parlons de l'amitié anglo-américaine, dit notre confrère londonien, il faut que nos alliés Français comprennent que, de même que leur péril a été la cause première de cette amitié, de même la sécurité et la grandeur de la France seront l'un des buts principaux qu'elle doit poursuivre. Lorsque nous disons que l'amitié anglo-américaine est une des nécessités suprêmes de la race humaine, nous n'avons pas d'ambitions main, nous n'avons pas d'ambitions au à satisfaire aux dépens d'autrui ; au contraire, le fondement de cette amitié est la paix de l'Europe. La France est la paix de l'Europe, la France occupe une situation tout à fait exceptionnelle dans le règlement qui va être conclu. Son poste est le poste du danger. Sur les remparts que nous construisons pour la défense de la civilisation, il est juste qu'elle reçoive des garanties particulières pour sa sécurité. C'est le devoir de l'Angleterre d'aider la France à obtenir ces garanties ; c'est un devoir que nous serons heureux de remplir dans la mesure de nos forces. »

Or, on ne le répètera jamais trop, il est un seul moyen de garantir la sécurité de la France et, par suite, celle de la Civilisation : refouler les Barbares au-delà du Rhin.

Ira-t-on jusque-là ? Oui, si l'on veut faire œuvre durable. Aussi bien, la mesure ne présenterait pas autant de difficultés qu'on pourrait le supposer tout d'abord.

Un mouvement séparatiste très net se dessine actuellement dans les provinces rhénanes. La presse boche en fait l'aveu : « Dans le Palatinat occidental, dans la région de Hambourg, écrivait les *Munchner Augsburgers Abendzeitung*, un courant important demande l'union de tous les partis bourgeois, toutefois dans un but peu satisfaisant ; ils désirent en effet la séparation de la Bavière et du Palatinat. Lors de la fusion, la bourgeoisie palatine manifesterait pour que le Palatinat soit détaché de la Bavière et protesterait contre la nouvelle répartition par la *Correspondenz Hoffmann* d'après laquelle le Palatinat s'opposait à la séparation de la Bavière. Ces séparatistes demandent que tous les partis bourgeois obligent leurs candidats à constituer un bloc hermétique, en faveur de la séparation du Palatinat de la Bavière. Les socialistes s'opposent à la séparation. »

Ce qui est plus intéressant encore, c'est que ces tendances séparatistes prennent, parfois, un caractère francophile avoué par la presse ennemie. Le *Bayrischer Kurier* s'en indigna dans un article intitulé : « Ceux qui ouvrent la voie aux Français », et qui débute ainsi :

« Nous trouvons un exemple caractéristique de la propagande telle qu'elle est actuellement pratiquée en Palatinat bavarois au bénéfice de la France, dans une feuille libérale du Palatinat, le *Landauer Anzeiger*. Dans une intention bien évidente et sans se rattacher visiblement à aucun fait on y décrit le passé français du pays sous les plus riantes couleurs, pour terminer par une invitation à peine dissimulée à se détacher de la patrie allemande... »

Le *Bayrischer Kurier* poursuit en citant des extraits de l'article « francophile » et en s'élevant violemment contre pareille « haute trahison ».

Il ne faut pas s'étonner outre mesure des sentiments exprimés par le journal rhénan. Comme le constate la Feuille d'Informations, Landau et sa région ont fait partie de l'Alsace sous l'ancien régime, le Palatinat bavarois a partagé les destinées de la France sous la révolution et l'Empire et l'on sait que longtemps après la séparation, les populations du Palatinat restaient fières d'avoir fait partie de notre pays et lui gardaient des sympathies très vives. Nombreux sont encore les habitants qui, par des traditions de famille, conservent le souvenir vivant des liens qui les ont autrefois rattachés à la France.

Quoi d'étonnant qu'au contact de nos troupes, le passé parle au cœur des Palatins et qu'ils souhaitent de se séparer de l'Allemagne pour redevenir Français ?...

Songer à annexer toute la région rhénane est un rêve excessif peut-être. Ce serait aller contre les principes Wilsoniens, mais sans parler d'annexion on doit s'arrêter très sérieusement à l'idée de neutralisation de ces provinces.

L'Allemagne ne doit plus avoir de soldats sur la rive gauche du Rhin, elle ne doit plus élever la moindre fortification dans ces provinces. Celles qui existent seront détruites. Les Alliés auront un droit de contrôle absolu. A ces conditions seulement la France et la Belgique seront en sécurité. A ces conditions seulement la Civilisation pourra envisager l'avenir avec quiétude.

Cottin va passer en Conseil de guerre dans une huitaine de jours. Les choses ne traînent pas, il est regrettable que tous les défaitistes qui ont travaillé de leur mieux... en faveur de l'Allemagne ne soient pas traqués avec cette même énergie.

C'est Cottin qui a tiré sur le grand Français qui a sauvé notre patrie, mais Cottin n'a été qu'un instrument. La *Démocratie Nouvelle* le prouve surabondamment dans une campagne qui on peut trouver excessive, parfois, mais qui a le mérite d'être inspirée par l'amour de la France.

Cottin fut le bras, il n'est pas le plus coupable. C'est l'opinion du Comité Duplex qui écrit :

« Les vrais criminels, et l'instinct populaire ne s'y est pas trompé un instant, ce sont ceux qui chaque jour, depuis des mois, depuis qu'ils ont vu la gloire revenir sous les plis de notre drapeau à l'appel du « Père la Victoire » ont commencé la haineuse et perfide campagne défaitiste d'abord, et anti-française ensuite que l'on sait. »

Cette campagne se poursuit trop librement dans la presse, dans les discours, et jusqu'à la tribune du Palais-Bourbon. La grande masse, la presque unanimité du peuple en a assez.

Ceux qu'il faut frapper, ce n'est pas Cottin, l'imbécile agent d'exécution, ce sont ceux dont les conférences se terminaient quelques jours avant l'attentat aux cris de « A mort Clemenceau », poussés par l'assistance sinon par l'orateur.

Ce qu'il faut arrêter, c'est l'effort bolcheviste suscité par l'argent allemand, qui tend à obtenir pour l'Allemagne « la paix de pardon et d'oubli » chère aux cœurs de tous les Kienthalens et Bernois de France. Le cas Cottin est une résultante, la première, de ces provocations. Clemenceau a été frappé la veille du jour où il allait soutenir les intérêts de la France devant le Conseil des dix. A qui ce crime profitait-il ? aux Allemands et aux Bolchevistes. Cons-

cient ou non, Cottin n'est qu'un agent d'exécution ; il est criminel mais non le plus coupable, il a fait ce que d'autres l'ont poussé à faire.

Et la France qui a voulu la victoire, qui aime et respecte celui qui la lui a donnée, mais qui veut jouir en paix du fruit de sa victoire, demande le châtiement et la mise dans l'impossibilité de nuire non seulement de celui qui a frappé, mais de ceux qui ont poussé au crime. Frappez à la tête et nettoyez la maison : voilà ce que demande le peuple de France.

Si on se borne à frapper « l'agent d'exécution » sans se préoccuper des responsables, c'est permettre, à bref délai, une seconde tentative criminelle ; c'est favoriser, chez nous, les manœuvres impies du bolchevisme qui rêvent d'abattre la France victorieuse au profit des Barbares !...

Les nouvelles de Berlin, si elles sont sincères, sont loin d'être rassurantes. L'agitation prolétarienne est intense dans tout le pays.

Le gouvernement menacé par la « grève des bourgeois », inquiet aussi du mouvement ouvrier, ne sait trop quelle attitude adopter. Ira-t-il franchement vers les social-démocrates en faisant une part aux socialistes indépendants dans le nouveau ministère ? C'est la thèse qui paraît dominer à l'heure actuelle. Mais on en est encore à la période de l'indécision.

Les Alliés ont le devoir de suivre attentivement les événements qui se déroulent par delà le Rhin, car il s'agit, par une intervention utile, si elle s'imposait, de sauvegarder le gage de notre créance !...

A. C.

INFORMATIONS

Les convulsions de l'Allemagne

La situation reste très tendue en Allemagne. Les Spartakistes s'agitent et semblent gagner du terrain. Le gouvernement inquiet a proclamé l'état de siège à Berlin et renforcé la garnison.

Noske a reçu du gouvernement des pouvoirs dictatoriaux pour réprimer le mouvement révolutionnaire.

Sanglants désordres à Berlin

La grève générale bat son plein à Berlin. La situation est grave au point que le ministre chargé de l'ordre a ordonné une répression impitoyable. Toute personne rencontrée dans la rue après 6 heures du soir, doit être fusillée !...

L'Assemblée nationale siège en permanence à Weimar pour prendre toutes décisions utiles.

On espère redresser la situation, si la troupe reste fidèle au gouvernement. Mais on a quelques inquiétudes à ce sujet.

Le désordre s'étend au pays. Le gouvernement prétend dominer la situation.

Le crime de Guillaume

De Washington : D'après des statistiques préparées par le général March, chef d'état-major de l'armée américaine, le nombre des tués au cours de la guerre atteint le chiffre de 7.354.000, se répartissant ainsi :

Russie	1.700.000	Allemagne	1.600.000
France	1.305.000	Autriche	800.000
Angleterre	706.000	Italie	460.000
Turquie	250.000	Belgique	102.000
Bulgarie	100.000	Roumanie	100.000
Serbie et Monténégro	100.000	Etats-Unis	50.000

Cette statistique ne tient compte que des combattants indiqués comme tués ou morts de leurs blessures. Elle ne comprend pas les disparus, dont malheureusement un très grand nombre doivent être comptés comme ayant succombé.

Un portrait de l'ex-kaiser tracé par un hobereau

Le comte Hohensbroech, qui jusqu'à l'année dernière fut un des piliers de l'ancien régime et un agitateur pan-germaniste, publie un volume intitulé : *Abdication et fuite de Guillaume II*, dans lequel il dépeint l'ex-kaiser comme suit :

« Superficiel, frivole, faux bonhomme, vain, autocrate, aimant la pompe, fier de son argent, dépourvu de sérieux, se consacrant entièrement

aux apparences, dédaignant les hommes, sans amis, haineux, adorateur mesquin de sa mesquine personne, sans un trait de grandeur, un poseur, un cabotin et, pire de tout pour un gouvernant, un lâche dans l'exercice de ses fonctions et n'ayant aucun courage personnel, tel est Guillaume II. »

Ah ! que voilà un boche qui connaît bien le Bandit !

Qui paiera ?

La presse poursuit sa campagne ardente au sujet de la dette de l'Allemagne. Tout le monde est d'accord : Le vaincu doit payer le premier. Au Parlement, l'opinion est unanime, hors les quelques défaitistes qui siègent à l'extrême gauche.

La félonie boche

Les Alliés avaient mis les Allemands en demeure de cesser leurs attaques contre la Pologne, Or, une dépêche de Posen annonce que suivant des nouvelles de la frontière germano-polonaise, les Allemands, après trois jours d'arrêt, ont renouvelé leurs attaques sur tout le front.

Qui donc, sauf nos bolchevistes, s'étonneront de la félonie des Barbares ?

Attentat à Vienne

Notre second télégramme de mardi, arrivé 3 heures après l'impression du journal nous parlait de l'attentat qui a eu lieu, à Vienne, contre le Nonce du pape.

On est mal fixé sur l'événement. Il semble bien pourtant que l'attentat s'est bien produit et que la police locale n'a pas fait d'enquête sérieuse.

Le corps diplomatique tout entier a protesté.

En Russie

La guerre civile bat son plein. On prétend que le mouvement contre-révolutionnaire grandit.

Le soleil de Lénine est-il sur son déclin ?...

Questions écrites

De « La Politique », journal des Quarante :

Est-il vrai que les bolcheviks exigent des rançons énormes de nos compatriotes qu'ils éhangent, et en particulier que Mme Giraud, de la Croix-Rouge française, actuellement retenue à Moscou devra payer 1.250.000 roubles si elle veut rentrer en France ?

Et si cela est vrai, que pensent de ce brigandage les admirateurs de la République des Soviets ?

Les grèves anglaises

La situation s'améliore en Angleterre. Nombre de grèves ont pris fin.

En Espagne

En Espagne, les incidents se multiplient. Le malaise est général. Devant l'effervescence grandissante, le gouvernement procède à de nombreuses arrestations, mais cela ne résout pas la question !...

A noter que plusieurs Allemands sont parmi les personnes arrêtées qui cherchent à créer de l'agitation.

Le président Wilson revient

Le Président Wilson a repris le chemin de la France. On compte qu'il sera à Paris le 14 mars.

M. Clemenceau au Parlement

M. Clemenceau complètement remis a fait une apparition dans les couloirs de la Chambre et du Sénat. Partout il a été très entouré et vivement félicité pour sa complète et rapide guérison.

Notre Capitale est trop près de la frontière déclare M. Viviani

Au cours d'un banquet offert par la colonie sud-américaine à M. Petitjean, chef de la section de l'Amérique latine, M. Viviani, ancien président du Conseil, après avoir remercié l'Amérique du Nord de son concours dans la guerre, a rappelé les souffrances de notre pays et parlé de ses revendications.

« Notre capitale est trop près de la frontière, a-t-il dit. Comme il ne nous plaît pas de déplacer la capitale, il

faudra déplacer autre chose. Et quand nous aurons une frontière invulnérable et sûre, nous demanderons qu'entre la frontière et le Rhin nous ne voyions pas un uniforme prussien. La France ne peut plus offrir la rançon de ses veines ; qu'on l'entoure de précautions pour elle et pour le monde. »

La reine de Roumanie

La reine Marie de Roumanie est arrivée hier à Paris. Elle doit séjourner en France jusqu'à samedi. Elle se rendra ensuite en Angleterre. On sait que la reine est d'origine anglaise.

Une mission danoise à Paris

Une délégation danoise est arrivée en France. Elle est composée de représentants danois et de représentants du Slesvig.

Les membres de la délégation ont exprimé leur confiance dans les décisions de la Conférence et leur espoir de voir bientôt se réaliser le retour à la mère patrie des Slesvicois séparés du Danemark depuis 1864.

La baisse des prix

Les restaurateurs de Paris ont promis au gouvernement de baisser leurs prix dès qu'on mettra à leur disposition le stock de denrées promises.

Espérons que la province suivra...

L'affaire Humbert

L'instruction de l'affaire Humbert est close. Les débats auront lieu dans un délai prochain.

Chambre des Députés

Séance du 4 mars

La Chambre poursuit la discussion du projet relatif à la propriété commerciale.

On s'occupe ensuite de la question des loyers et on reprend la discussion de la loi des pensions. Plusieurs articles sont votés.

Séance sans intérêt.

Séance du 5 mars

Après l'adoption d'une série de projets divers, on aborde la discussion du projet de loi portant ratification de la convention passée entre le gouvernement et la Banque de France, en vue d'une nouvelle avance de 3 milliards.

M. Dubois déclare que pour enrayer les dépenses il serait temps d'exiger des paiements de l'Allemagne.

M. Klotz déclare que la discussion sur ce point viendra au moment du débat qui s'ouvrira vendredi. Pour l'instant, il s'agit de l'avance indispensable demandée à la Banque.

Plusieurs députés s'élèvent contre l'augmentation de la circulation fiduciaire qui hausse les prix et empoisonne nos finances.

M. Augagneur : Pourquoi empruntons-nous à la Banque ? Pour que le gouvernement ne puisse fabriquer des assignats. L'emprunt à la Banque de France est un frein parce que le jour où elle sentirait que l'augmentation des emprunts devient dangereuse pour le crédit public, elle pourrait refuser ses avances ; c'est là l'utilité de cette politique ; c'est pourquoi nous devons voter le projet de loi qui nous est présenté aujourd'hui.

L'ensemble de la loi est finalement voté.

On reprend ensuite la discussion du projet de loi sur les pensions.

Sénat

Séance du 4 mars

Après une discussion sur le contrat collectif du travail, on adopte certaines modifications aux articles du Code concernant le divorce. On décide, en effet, que des époux divorcés, puis remariés, pourront à nouveau divorcer.

Séance du 5 mars

M. Klotz dépose le projet de loi relatif à l'avance demandée à la Banque de France.

Il faut voter, dit M. Ribot, mais ces appels successifs à la Banque deviennent inquiétants. Il faut donc s'efforcer de réduire les dépenses.

Le projet est adopté.

CHRONIQUE LOCALE

POUR EN FINIR AVEC LA VIE CHÈRE

On propose un système transitoire dicté par l'expérience

Notre distingué compatriote M. Delfort, directeur de l'Épargne, publie dans le *Matin* l'intéressant article suivant. M. Delfort propose une solution pour en finir avec la vie chère. La compétence de notre compatriote permet de croire que le moyen qu'il préconise aurait un résultat heureux.

Cet après-midi, les commerçants et industriels adhérents à l'Union des entreprises modernes auront une conférence avec M. Victor Boret, ministre du ravitaillement. Il ne s'agit pas pour eux de prolonger l'interpellation de la veille. Ils ne se réunissent pas pour la louange ou le blâme. Ils viennent dire leurs inquiétudes et leurs avis.

Evidemment, la situation économique est en déséquilibre. Il y a déjà quelque temps. On l'a dit, redit. Mais à tant de réquisitions nous préférions, nous préférons quelques conclusions positives.

Non, certes, ce n'est pas aisé. Moins par la nature des choses que par le conflit des hommes. Il y a, en effet, deux tendances en conflit actuel dans le pays.

D'un côté, des millions de producteurs et de réparateurs qui réclament la liberté complète des transactions, le retour pur et simple, immédiat ou prochain, du régime d'avant-guerre.

D'un autre côté, des millions de consommateurs qui demandent qu'on leur procure ou qu'on leur permette de se procurer à un prix abordable les denrées et produits alimentaires indispensables à leur alimentation et à celle de leur famille.

L'opposition apparente des intérêts a été exagérée par les discussions intérieures. Les producteurs et les réparateurs ont été dénoncés comme suspects à la vindicte des consommateurs victimes de la vie chère.

Certains organes des pouvoirs publics, incapables sans doute de trouver une méthode d'organisation, ont commis la détestable imprudence de repasser la responsabilité aux producteurs et aux réparateurs. Ils accusent au lieu d'organiser. Quand ce pourrait être la faute de l'administration, ils dénoncent les méfaits de l'accaparement. Or, s'il est juste et nécessaire de réprimer, il ne faut pas confondre répression et ravitaillement. Surtout il ne faut pas croire qu'on calmera les besoins en excitant les passions.

A aucun moment on ne paraît s'être rendu compte du danger des accusations généralisées qui amoindrissent la population contre l'autre. Sans parler des troubles qui peuvent un jour ou l'autre menacer l'ordre public. Il est naturel que le zèle inventif des commerçants et des réparateurs ne soit pas encouragé par la suspicion dont ils se sentent de plus en plus enveloppés.

Il est temps d'avoir une autre politique et de la pratiquer.

Le but ? Permettre à tous de vivre au meilleur compte possible. Pour vivre, dix à douze produits alimentaires au maximum sont indispensables.

Ces dix à douze produits doivent être fournis aux consommateurs peu fortunés aux prix les plus bas.

C'est dit, pour les producteurs et réparateurs, liberté entière, liberté d'importation et de trafic intérieur, plus de taxes, sauf pour les dix ou douze articles désignés comme de première nécessité, au sujet desquels un prix limité sera fixé à tous les degrés, depuis la production jusqu'à la consommation, avec révision périodique desdits prix.

Les commerçants et réparateurs autorisés à commercer librement pour la plupart des articles trouveront sans peine dans l'établissement du prix de revient le moyen d'abaisser jusqu'aux taux fixés le prix des produits réservés, dusent-ils sur ces produits vendre à perte.

De la sorte, le renchérissement serait enravé. Tout au moins pour ce qui est de la subsistance, la crise se menacerait plus le peuple de France. Au début de la guerre, le gouvernement avait limité son protectionnisme alimentaire au pain. Ce n'était pas assez. D'autres ont prétendu étendre le devoir de réglementation à tout. C'était trop. Je propose un système qui fasse l'équilibre entre cette insuffisance et cet excès. Et je résume le système en ces quatre vœux :

1^o Que la liberté la plus complète soit rendue aux producteurs, aux commerçants et industriels français, que toutes les taxes soient supprimées, ainsi que les prohibitions d'importation.

2^o Que l'Etat conserve un contrôle sur les transactions intéressant les produits considérés comme base de l'alimentation familiale et fixe pour chacun d'eux un prix limité à tous les degrés.

3^o Que les stocks de denrées liquidés par l'Etat soient répartis, proportionnellement à l'importance des preneurs, entre les coopératives, les magasins municipaux et les maisons modernes d'alimentation où le contrôle est facile à exercer.

4^o Que le gouvernement prenne toutes mesures utiles pour rétablir la confiance

